

par Normand Pépin

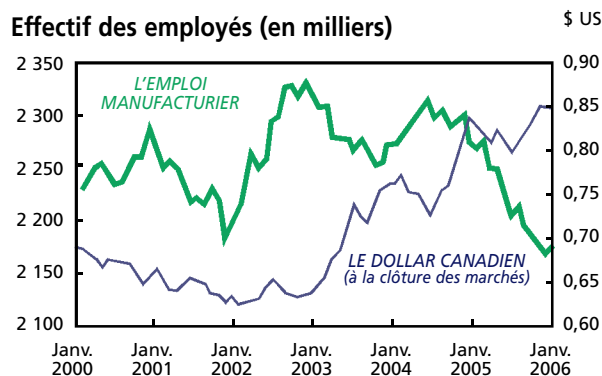
Encore et toujours le dollar!

Le taux de change, les exportations et l'emploi manufacturier

2003 : 71,35 \$ US pour un dollar canadien
2004 : 76,83 \$ US pour un dollar canadien
2005 : 82,53 \$ US pour un dollar canadien
2006 : 87,83 \$ US pour un dollar canadien
 (moyenne des six 1^{ers} mois)

Il semble que l'on devra s'habituer à un dollar élevé, certains analystes prédisant même que la parité avec le dollar américain sera atteinte d'ici un an. En dépit de l'appréciation du dollar, les exportations canadiennes ont crû de 5,2 % en 2005, grâce surtout au secteur des produits énergétiques, en particulier le pétrole de l'Alberta, qui est en forte demande aux États-Unis. Cependant, la hausse du dollar a commencé à se faire sentir sur les résultats des premiers mois de 2006 : comme les produits que l'on exporte coûte plus cher, on en vend moins et les exportations canadiennes ont reculé en valeur par rapport à la même période l'année précédente.

Si la remontée du dollar canadien commence à peine à avoir des impacts sur la valeur totale des exportations, le secteur manufacturier en souffre, lui, depuis plus longtemps. Le graphique ci-dessous démontre que, lorsque le dollar canadien a amorcé sa remontée à la fin de 2002, le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier au Canada s'est presque aussitôt mis à chuter, malgré une légère remontée fin 2003, début 2004.



Sources : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées; Banque du Canada, moyenne mensuelle

La situation est fort similaire au Québec. Depuis 1999, mais plus fortement depuis 2002, la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total ne cesse de diminuer, aussi bien sous l'effet d'une croissance moins forte de l'emploi manufacturier que sous l'effet de pertes sèches d'emploi pour le secteur, comme en 2003 et 2005 (voir le tableau ci-dessous). Si les gouvernements ne font rien, le Québec et le Canada vont rejoindre les États-Unis où l'emploi manufacturier est en constant déclin depuis les années 1970 et où il représente moins de 12 % de l'emploi total aujourd'hui. Chez nous, le déclin s'est amorcé en même temps, mais il a été temporairement freiné par la faiblesse du dollar canadien, qui coïncide avec la signature de l'Accord de libre-échange Canada/États-Unis (1989). Et pour la première fois, en 2005, le secteur du commerce a procuré plus d'emplois que le secteur manufacturier (619 600 versus 615 700).

Québec	Emploi dans le secteur manufacturier		Emploi total		Part du secteur manufacturier dans l'emploi total (en pourcent)
	Niveaux (en milliers)	Variation (en milliers)	Niveaux (en milliers)	Variation (en milliers)	
1997	577,2	35,5	3 172,8	43,0	18,2
1998	600,0	22,8	3 257,5	87,7	18,4
1999	632,3	32,3	3 328,1	70,6	19,0
2000	632,9	0,6	3 402,8	74,7	18,6
2001	628,0	-4,9	3 440,2	37,4	18,3
2002	649,1	21,1	3 569,9	129,7	18,2
2003	628,0	-21,1	3 628,8	58,9	17,3
2004	630,2	2,2	3 680,5	51,7	17,1
2005	615,7	14,5	3 717,3	36,8	16,6

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB)

2002	2003	2004	2005 (provisoire)	2005 (prévision)
+4,1 %	+2,1 %	+2,3 %	+2,2 %	+2,5 %

Après avoir dépassé la moyenne canadienne en 2002 et 2003, la croissance économique du Québec tire de l'arrière depuis 2004 (2,9 % au Canada en 2004 et 2005). Comme le Québec ne peut compter sur la production pétrolière pour stimuler sa croissance, ce sont la production de matériel aérospatial et celle de l'aluminium qui ont joué ce rôle en 2005 pour le secteur manufacturier (source : Le point sur le commerce, juin 2006).

Le taux de chômage

	2003	2004	2005	Six 1 ^{ers} mois de 2006
Le Canada	7,6	7,2	6,8	6,3
Le Québec	9,1	8,5	8,3	8,2
Montréal- métropolitain	9,5	8,6	8,7	9,2
Québec- métropolitain	6,8	5,7	5,6	4,8
Saguenay	11,3	10,9	9,9	8,4
Sherbrooke	7,4	6,8	7,3	7,8
Trois-Rivières	10,5	10,7	9,3	8,8

La légère amélioration du taux de chômage au Canada et au Québec en 2005 et au début de 2006 dissimule des impacts très différents d'un secteur à l'autre. Ainsi, le secteur manufacturier a été particulièrement touché : il a perdu 81 700 emplois au Canada, dont 14 500 au Québec. Cette saignée aura sûrement un impact sur la qualité des emplois parce que les emplois qui ont été créés dans le secteur des services n'offrent pas les mêmes conditions de travail que celles des emplois qui ont disparu.

Le taux d'inflation

	2003	2004	2005	Six 1 ^{ers} mois de 2005
Canada	2,8	1,9	2,2	2,5
Québec	2,5	1,9	2,3	2,4
Montréal- métropolitain	2,3	1,9	2,2	2,3
Québec- métropolitain	2,5	1,9	2,2	2,4

Le taux d'inflation s'est emballé quelque peu au deuxième trimestre de 2006 (2,8 % en mai au Canada pour retomber à 2,5 % en juin), surtout sous la pression du prix de l'essence et des combustibles, de même que celle du coût des logements. Cependant, la Banque du Canada a décidé de ne pas agir parce que le taux d'inflation se situe encore dans ce qu'elle appelle la cible de maîtrise de l'inflation, qui se situe entre 1 et 3 %. Surtout que c'est l'indice de référence que surveille la Banque du Canada pour guider ses décisions et que celui-ci n'était que de 2,0 % en mai et de 1,7 % en juin. L'indice de référence est la variante de l'indice des prix à la consommation qui exclut huit des composantes les plus volatiles de ce dernier (les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac – qui représentent 16 % du panier de l'IPC) ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects sur les autres composantes.

La moyenne des augmentations de salaire négociées au Québec

	Moyenne des augmentations de salaire négociées	Moyenne des augmentations de salaire réelles
Ensemble des salariés	2,5 %	+0,2 %
- cols bleus	2,5 %	+0,2 %
- cols blancs	2,4 %	+0,1 %
Secteur public	2,3 %	0 %
- municipal	2,3 %	0 %
- provincial	2,2 %	-0,1 %
- fédéral	2,4 %	+0,1 %
Secteur privé	2,5 %	+0,2 %
- produisant des biens	2,2 %	-0,1 %
- produisant des services	2,4 %	+0,1 %
- construction	2,9 %	+0,6 %
- unité de 500 salariés et plus	2,8 %	+0,5 %
- unité de 200 à 499 salariés et plus	2,0 %	-0,3 %
- unité de moins de 200 salariés	2,4 %	+0,1 %

Taux d'inflation 2,3 % en 2005

Presque toutes les catégories de salariés ont réussi à maintenir ou à améliorer leur pouvoir d'achat en 2005, comme l'année dernière, rien de faramineux. Les salariés du secteur privé ont fait un peu mieux que ceux du secteur public. Ceux qui s'en tirent le mieux sont les salariés de la construction et ceux des grandes entreprises, deux catégories qui avaient été perdantes en 2004. Il s'agit donc de rattrapage dans leurs cas.

Le taux d'activité

	2003	2004	2005	Six 1 ^{ers} mois de 2006
Québec	65,1	66,0	65,9	65,5
Ontario	67,8	68,4	68,5	68,2
Canada	66,9	67,5	67,6	67,3

Si le taux d'activité a légèrement fléchi au Québec en 2005, on peut se consoler en pensant qu'il a moins fléchi qu'en Ontario ou qu'au Canada. L'écart entre le Québec et l'Ontario tend donc à se refermer lentement mais sûrement, ce qu'appuient les données pour les six premiers mois de 2006.

Le taux horaire de salaire minimum

	Taux régulier	Taux pour les salariés à pourboire
1 ^{er} mai 2006	7,75 \$	7,00 \$

Il s'agit de la troisième hausse de 0,15 \$ du salaire minimum en autant d'années. En ce qui concerne le taux spécifique du salaire minimum applicable dans certains secteurs de l'industrie du vêtement, celui-ci passera de 8,10 \$ à 8,25 \$. Une augmentation de la rémunération des cueilleurs de fruits rémunérés selon la quantité et le type de production est aussi proposée.

Le ministère du Travail estime qu'au 1^{er} mai 2006, plus de 118 000 travailleurs gagnent le salaire minimum, soit 3,8 % des salariés du Québec. Ils se retrouvent surtout dans le secteur des services tels que le commerce de détail, l'hébergement et la restauration. Cinquante-cinq pour cent des salariés au salaire minimum sont des femmes. Quatre-vingt-dix pour cent des salariés au salaire minimum sont non syndiqués. ☺